





La lutte contre le gaspillage alimentaire Définition, enjeux politique publique nationale et régionale

DRAAF Auvergne (Direction Régionale de l'Alimentation, de l'Agriculture et de la Forêt)

SRAL (Service Régional de l'ALimentation)

Jeudi 19 juin 2014























MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE DE L'AGROALIMENTAIRI ET DE LA FORET

Gaspillage alimentaire : définitions, enjeux

agriculture alimentation















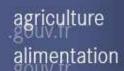




Gaspillage alimentaire: quelques définitions

« déchets biodégradables de jardin ou de parc, déchets alimentaires ou de cuisine issus des ménages, des restaurants, des traiteurs ou des magasins de vente au détail, déchets comparables provenant des usines de transformation de denrées alimentaires ». (directive européenne 2008/98/CE relative aux déchets).

Biodéchets (déchets verts) Déchets alimentaires (os, noyaux, etc) Gaspillage alimentaire

















Gaspillage alimentaire: quelques définitions

Une partie n'est pas consommable par l'Homme Ex: noyau d'avocat, os, coquille d'œuf

Une partie peut être ou non mangée (après préparation ou directement) en fonction des personnes, cultures... Ex : croûtes de pain, pelures de pommes de terre Biodéchets (déchets verts) Déchets alimentaires (os, noyaux, etc) Gaspillage alimentaire



















Gaspillage alimentaire: quelques définitions

Partie des biodéchets consommables par les Hommes.

Définition de la FAO:

« des produits potentiellement destinés à l'alimentation humaine qui sont perdus ou jetés tout au long de la chaîne alimentaire ». Biodéchets (déchets verts) Déchets alimentaires (os, noyaux, etc) Gaspillage alimentaire

nentation

















MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE DE L'AGROALIMENTAIRE ET DE LA FORET

Les enjeux du gaspillage alimentaire : Des préoccupations de durabilité de l'alimentation

- Des personnes démunies qui ont besoin d'aliments dans le monde, dans l'UE, en F (79 millions d'Européens sous le seuil de pauvreté)
- Manque de respect et de valeur accordés au travail et à l'investissement professionnel des personnes pour produire, transformer, ... les produits alimentaires



Coûts:

- D'achat (500€/foyer F/an),
- de transport,
- de transformation,
- de service des denrées
- de gestion des déchets
- Mobilisation inutile de ressources (sol, eau, travail, énergie...) tout au long du cycle de vie du produit
- Production évitable de gaz à effets de serre





MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE DE L'AGROALIMENTAIRE ET DE LA FORET

Le coût énergétique du gaspillage alimentaire

L'alimentation est une des premières sources d'émission de gaz à effet de serre. Depuis la production jusqu'au traitement des déchets, le cycle de vie de la nourriture d'un Français moyen représente environ 20% du total de ses émissions quotidiennes.

Gaspiller un pain équivaut à :	Gaspiller un steak de boeuf équivaut à :
Rouler en voiture pendant : 2.24 km	Rouler en voiture pendant: 4.89 km
Allumer une lampe pendant (60W): 32.13 heures	Allumer une lampe pendant (60W): 70.05 heures
Faire tourner un lave-vaisselle ; 1.93 fois	Faire tourner un lave-vaisselle : 4.20 fois
Gaspiller une tranche de pain équivaut à :	Gaspiller un reste de viande de bœuf équivaut à :
Rouler en voiture pendant : 0.15 km	Rouler en voiture pendant : 0.49 km
Allumer une lampe pendant (60W): 2.14 heures	Allumer une lampe pendant (60W) : 7.01 heures
Faire tourner un lave-vaisselle: 0.13 fois	Faire tourner un lave-vaisselle : 0.42 fois

Source : Institut Bruxellois pour la Gestion de l'Environnement





















Le gaspillage alimentaire en quelques chiffres (attention : pas de mode de calcul normalisé)



Échelle mondiale (FAO, mai 2011) : environ 1/3 des productions agricoles mondiales est jeté sans avoir été consommé



Échelle européenne (Europe des 27, octobre 2010) : Le gaspillage alimentaire sur toute la chaîne = 89 millions de tonnes/an équivalent à 179 kg/Européen/an



Échelle française (ADEME, 2007):
 Le gaspillage alimentaire évitable des ménages
 = 20 kg /Français/an
 (dont 7 kg encore emballés)
 Σ = 1,2 millions de tonnes/an





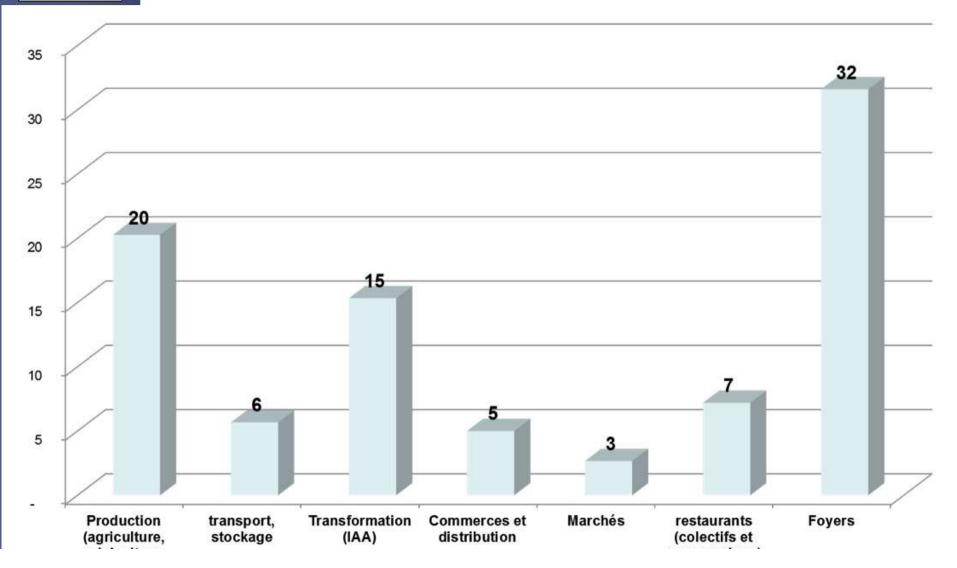








Déchets alimentaires : répartition selon le type d'acteurs (en kg/hab/an) (étude MODECOM Ademe 2007 ; étude biodéchets, 2010)



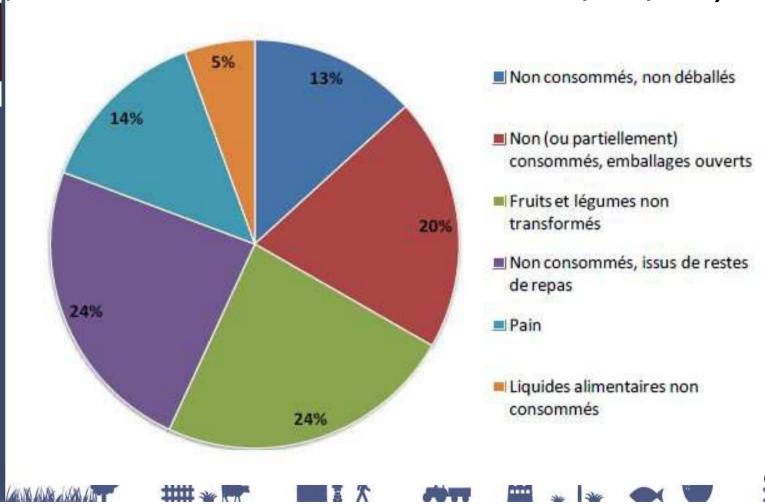


alimentation

Les principaux produits gaspillés par les ménages

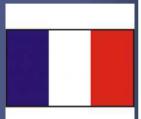
Répartition du gaspillage chez les ménages

(Etude FNE et bureau Verdicité, 2012, sur 17 collectivités participantes)





Le gaspillage alimentaire : tous concernés malgré un déni répandu



Une forme de déni

Exemple chez le consommateur français (Etude Albal, 2011)

Il pense ne gaspiller que 6 % des produits achetés alors qu'il en gaspille 21 %!

Une tendance générale de tous les acteurs

à responsabiliser ou culpabiliser les autres acteurs

à traiter le problème par l'aval

(réduction des déchets sans remise en cause de ses pratiques en amont)





















MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE DE L'AGROALIMENTAIR ET DE LA FORÉT

Gaspillage alimentaire : contexte politique

agriculture alimentation











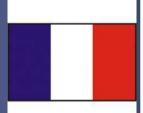














Le contexte politique du gaspillage alimentaire

2012 (19 janvier) : résolution du Parlement européen « éviter le gaspillage des denrées alimentaires : stratégies pour une chaîne alimentaire plus efficace dans l'UE »

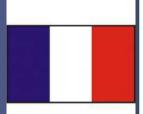
2014 : année européenne de lutte contre le gaspillage alimentaire

Un objectif national:

réduire de 50 % le volume des déchets alimentaires d'ici 2025







Le contexte politique du gaspillage alimentaire

Un objectif national:

réduire de 50 % le volume des déchets alimentaires d'ici 2025

Travail actuel via:

- •L'aval du problème grâce à :
 - la gestion des déchets,
 - le tri des biodéchets
- •L'amont du problème grâce à :
 - La politique publique de l'alimentation
 - Un pacte national de lutte contre le gaspillage alimentaire (G. Garot) signé le 14 juin 2013























MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE DE L'AGROALIMENTAIRI ET DE LA FORÉT





La lutte contre le gaspillage alimentaire dans la politique publique de l'alimentation du Ministère en charge de l'agriculture

agriculture alimentation





















La politique publique de l'alimentation



Lutte contre le gaspillage alimentaire =

Une des priorités données par le MAAF pour les déclinaisons régionales de sa politique pour 2013-2017

- La jeunesse
- La justice sociale
- Le gaspillage alimentaire, notamment dans la restauration collective
- avec un renforcement de l'ancrage territorial





















La politique publique de l'alimentation



Des dispositifs nationaux qui contribuent à la réduction du gaspillage

-En amont du problème : améliorer la valeur de l'alimentation Les classes du goût (CE2) Le dispositif « Plaisir à la cantine » (collèges et lycées) Un Fruit pour la récré Guides pratiques de l'accueil des écoles chez les professionnels

- En aval: augmenter les dons aux associations caritatives (producteurs, IAA et GMS, restauration collective)
 Un outil national « Bourse aux dons »
 Des guides du don (3 en fonction des acteurs)
- Une étude nationale par UrbanFoodLab pour le MAAPRAT (nov 2011) à consulter sur alimentation.gouv.fr : http://alimentation.gouv.fr/IMG/pdf/Pertes-gaspillages_RAPPORT270112_cle02c35d.₁





















MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE DE L'AGROALIMENTAIRI ET DE LA FORET





Le Pacte national de lutte contre le gaspillage alimentaire dit Pacte « Garot » (juin 2013) :

construction, contenu, état d'avancement

agriculture alimentation





















Le Pacte de lutte contre le gaspillage alimentaire : processus d'élaboration

Évaluation, indicateurs

Moyens techniques et logistiques

Sensibilisation Education Formation



6 groupes de travail

avec des représentants de tous les acteurs de la chaîne alimentaire

Relations entre partenaires

agricu. alimentation Restauration collective















Mesures juridiques, réglementaires et législatives



Les principes du pacte



6 groupes de travail

avec des représentants de tous les acteurs de la chaîne alimentaire





Engagements de l'Etat : 11 mesures

Engagements des professionnels de la chaîne alimentaire

Ne stigmatiser aucun acteur Valoriser l'implication de chacun





















MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE DE L'AGROALIMENTAIRE ET DE LA FORÈT

Engagements de l'Etat : 11 mesures

- 1. un signe de ralliement manifestant la mobilisation de chacun pour lutter contre le gaspillage
- 2. une journée nationale de lutte contre le gaspillage, un prix « anti-gaspi » des pratiques vertueuses et une labellisation de ces pratiques
- 3. des formations sur ce thème dans les lycées agricoles et les écoles hôtelières
- 4. des clauses relatives à la lutte contre le gaspillage dans les marchés publics de la restauration collective
- 5. une meilleure connaissance du cadre législatif et réglementaire sur la propriété et la responsabilité lors d'un don alimentaire
- 6. la lutte contre le gaspillage alimentaire dans les plans relatifs à la prévention des déchets
- 7. la mesure de la lutte contre le gaspillage alimentaire dans la responsabilité sociale des entreprises
- 8. remplacement systématique de la mention DLUO par « à consommer de préférence avant... »
- 9. une campagne de communication sur la lutte contre le gaspillage
- 10. une nouvelle version du site dédié : www.gaspillagealimentaire.fr
- 11. expérimentation, sur un an, du don alimentaire par les citoyens via une plateforme numérique





















Signe de ralliement manifestant la mobilisation de chacun pour lutter contre le gaspillage



Il s'agit d'un visuel en forme de pomme, dans laquelle est inscrit «antigaspi» ainsi que l'adresse du site Internet www.gaspillagealimentaire.fr



























MESURE 2

Journée nationale de lutte contre le gaspillage

• Le 16 octobre

prix « anti-gaspi » des pratiques vertueuses

- Attribué à différents types d'acteurs
 (associations, entreprises, collectivités, écoles, citoyens)
- Par un jury
 (des représentants des différents acteurs de la chaîne alimentaire + des citoyens)

et labellisation de ces pratiques

- agricultı alimenta
- Valoriser la mobilisation
- Reconnaître l'engagement















Des formations sur ce thème dans les lycées agricoles et les écoles hôtelières

• Dès la rentrée 2014 dans les lycées agricoles (déjà présent dans le CS « restauration collective »)





- Extension aux écoles hôtelières
- Un nouveau module dédié dans le dispositif « plaisir à la cantine



Dans les établissements scolaires :

des modules « alimentation durable » (travail en cours avec le Ministère EN)



Clauses relatives à la lutte contre le gaspillage dans les marchés publics de la restauration collective



- Approvisionnement
- Taille des portions et adaptation aux convives



- Sensibilisation des clients, équipes et convives
- Processus de préparation des repas
- Sensibiliser les donneurs d'ordre pour mieux prévoir le nombre de convives

















Une meilleure connaissance du cadre législatif et réglementaire sur la propriété et la responsabilité lors d'un don alimentaire

• Mise en place de la :



pour les donateurs professionnels (entreprises)

- •Pour lever des freins aux dons (identifiés comme majeurs) : un document et **un arrêté** (en cours de finalisation), concernant :
 - La maîtrise sanitaire
 - Le transfert de propriétés et de responsabilité

















MESURE 6 La lutte contre le gaspillage alimentaire dans les plans relatifs à la prévention des déchets

Une demande de l'UE: des plans de prévention des déchets

- Un plan national (PNPD) d'ici fin 2013 comportant un axe « gaspillage alimentaire »
- Des plans régionaux
- Des plans départementaux
- Des programmes locaux

Une politique publique ...

- territorialisée,
- conduite de façon concertée
- connectée aux autres plans (climat-air-énergie, éducation pour la santé...)









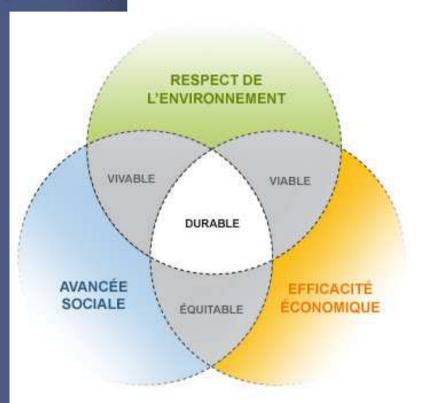








La mesure de la lutte contre le gaspillage alimentaire dans la Responsabilité Sociale des Entreprises



Pour toutes les entreprises : prendre en compte le gaspillage alimentaire

- des mesures de lutte
- avec des indicateurs

agriculture alimentation Moteur de recherche international qui répertorie et classe les Bonnes Pratiques RSE d'entreprises dans un référentiel, construit par Réseau Alliances – World Forum Lille, à partir de la norme ISO 26000. http://www.reseau-alliances.org/bonnes-pratiques/recherche-avancee/pedagogie.html













Remplacement systématique de la mention DLUO par « A consommer de préférence avant... »

Confusion DLC / DLUO

- → beaucoup de gaspillage alimentaire
- évolution des pratiques d'étiquetage
- **PDLUO** remplacée par
- « à consommer de préférence avant le... » (DDM = date de durabilité minimale)
- communication



















Une campagne de communication sur la lutte contre le gaspillage





- des affiches et des cartes postales
- une campagne virale sur les réseaux sociaux
- •des spots radio et magasins :

« LA CHRONIQUE À GARDER DANS LES OREILLES »

à écouter sur

http://alimentation.gouv.fr/chronique-radio-stop-au-gaspillage-a nentaire



MESURE 10 Une nouvelle version du site dédié, www.gaspillagealimentaire.fr

DE L'AGRICULTURE DE L'AGROALIMENTAIRE ET DE LA FORÉT



Avec un forum ouvert à tous



Vous avez dit gaspillage ? Par la rédaction, 17/12/2013



Le pacte antigaspi Par la rédaction, 17/12/2013

A la maison







Suivez-nous







alimentatior



En restauration collective Par la rédaction, 17/12/2013

La campagne antigaspi

Par la rédaction, 17/12/2013



les restes

Initiatives antigaspi Par la rédaction, 17/12/2013

Par la rédaction, 17/12/2013













Expérimentation, sur un an, du don alimentaire par les citoyens via une plate-forme numérique



Elargissement d'un outil professionnel à l'alimentaire pour les particuliers : lancement en juin 2014

















Les engagements des partenaires dans le pacte national

Les marchés de gros

Les producteurs agricoles

Les industries agroalimentaires

La grande distribution

Les collectivités territoriales

La restauration collective et commerciale

agriculture alimentation









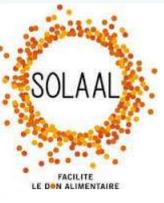












Les engagements des producteurs agricoles





- participer à la mise en place de formations de tous les acteurs de la chaîne alimentaire sur la conservation et vente des fruits et légumes
- participer à la mise en place de filières de récupération des invendus, qui s'appuient notamment sur le secteur de l'économie sociale et solidaire
- faciliter la mise en place d'**opérations de glanage**, pour les productions concernées par les pertes au champ, opérations organisées et encadrées avec des associations, respectueuses des producteurs agricoles et de leur production, alimentées par une charte d'engagement négociée avec les producteurs. *Expérimentation réussie dans le Nord de la France*



















Commercialiser les fruits et légumes « hors normes »



- Exemple des « Gueules cassées® » : http://www.lesgueulescassees.org/
 - Démarche initiée par des producteurs de fruits et légumes
 - Objectif : revaloriser des produits moins parfaits mais méritant pleinement d'être vendus
 - Des producteurs et des productrices de toutes les régions de France
 - coordonnée au niveau national par Sols & Fruits



entation







Les engagements des marchés de gros



 inciter et accompagner les gestionnaires des marchés de gros adhérents à passer des conventions volontaires avec les organismes de don alimentaire









• à participer à mettre en place des

filières de récupération et de transformation des invendus (fruits et légumes et si possible viandes), en mettant notamment à disposition :

- des moyens de logistique et de stockage,
- du mécénat de compétences.























Les engagements des industries agroalimentaires



- poursuivre et développer les actions engagées dans le cadre de l'adaptation des quantités et des formats aux besoins des consommateurs en cohérence avec les politiques de prévention des déchets d'emballage Groupe de travail ANIA mis en place sur le rôle de l'emballage
- mettre en oeuvre dans leurs entreprises des chartes anti-gaspi adaptées à chaque entreprise et s'inscrivant dans sa politique de long terme Groupe de travail ANIA mis en place
- identifier les partenaires, définir les circuits, formaliser les dispositifs et signer si besoin est des conventions pour promouvoir et faciliter le don alimentaire par chaque entreprise
- créer, actualiser et promouvoir des Guides recensant les bonnes pratiques de lutte contre le gaspillage alimentaire développées dans l'industrie en assurant leur diffusion la plus large
- mettre en place des outils didactiques permettant de faire évoluer le comportement du consommateur dans le sens de la réduction du gaspillage





















Les engagements de la grande distribution



Passer des conventions volontaires
 avec les organismes de don alimentaire qui le souhaitent



commercants



• Améliorer leurs processus de travail pour lutter contre le gaspillage alimentaire, avec mise en place d'une organisation dédiée (ex : des quantifications du gaspillage, des « coach anti-gaspi)



Mettre en place des bonnes pratiques de lutte contre le gaspillage.

à adapter au cas par cas en fonction des enseignes

sensibilisation des clients à l'achat de fruits et de légumes hors « normes » esthétiques,



- vente en vrac
- réduction du prix des produits en fin de vie (ex : Zéro-gâchis)
- BOGOFL (« buy one now, get one free later »)
- Mener régulièrement des actions de sensibilisation
 - de leurs personnels
 - et de leurs clients























Exemple de campagne de communication pour l'achat des fruits et légumes « hors norme »





Intermarché – mars 2014

Mise en vente dans un rayon dédié Dégustation de soupes et jus de fruits





















Les engagements de la restauration collective et commerciale











- Aborder le thème du gaspillage dans les formations des futurs professionnels (fait dans certaines du CCC et du Synhorcat, SNRC)
- •Mener des actions de sensibilisation auprès de leur clientèle, leurs convives, leurs collaborateurs et leurs fournisseurs (nécessité de le travailler sur le long terme)
- •Mener des actions de prévention et améliorer leurs pratiques professionnelles pour lutter contre le gaspillage alimentaire, notamment par la capitalisation de bonnes pratiques et leur diffusion
- Réaliser un guide pour encadrer et développer l'usage du « sac à emporter » (possibilité offerte aux clients d'emporter les portions non consommées)
- En cours : intégration des établissements de santé et pénitentiaires



Les engagements des collectivités territoriales







organiser des opérations locales de sensibilisation

à destination des citoyens et consommateurs

Exemples d'action:

- Diffuser des vidéos
- Recruter des foyers-témoins
- Organiser un concours photo
- Réaliser et diffuser un cahier de préconisations (recueil de bonnes pratiques)







- des plans d'actions,
- un comité local de lutte contre le gaspillage alimentaire permettant de décliner les mesures nationales du pacte





















La mobilisation des associations

environnementales, de consommateurs et de solidarité





 Sensibiliser les citoyens et les consommateurs aux enjeux du gaspillage alimentaire

Leur « enseigner » les 10 gestes « anti-gaspi » Exemple d'actions : organiser

- des disco-soupes
- des ateliers-cuisines pour apprendre à cuisiner les restes
- •























Les dix gestes antigaspi



- The Acheter en quantité adaptée et planifier ses repas
- Acheter les produits frais en dernier
 - Respecter la chaîne du froid
 - Bien lire les étiquettes et faire la différence entre la DLC et la DLUO
- Ranger logiquement les aliments dans le réfrigérateur et le nettoyer régulièrement
- Congeler pour mieux conserver ses aliments
 - Accommoder les restes
- A la cantine, au restaurant ou chez soi, ne pas avoir les yeux plus gros que le ventre
- À la fin du repas, ne jeter que les aliments ou les restes qui ne peuvent pas être conservés
 - Partager ses fruits, légumes ou restes de la veille entre particuliers

















L'évaluation et le suivi du Pacte (½) : un comité de pilotage

*Le comité de pilotage du Pacte

- 2 réunions/an
- avec l'appui :
 - d'un secrétariat
 - du ministère chargé de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt
- en lien avec :
 - le ministère chargé de l'environnement
 - l'appareil statistique de l'Etat
- et en cohérence avec les travaux menés par l'ADEME (plan national de réduction des déchets)























L'évaluation et le suivi du Pacte (2/2) : un comité de pilotage ... et 3 groupes de travail

groupes de travail



- Indicateurs
 - Définition d'indicateurs de quantification du gaspillage (sur chaque partie de la chaîne alimentaire)
 - Indicateurs de mobilisation des acteurs/secteur
- Mise en cohérence des actions entre les partenaires
 Thématiques transversales
 (ex : le transfert de responsabilité lors du don)
- Mobilisation durable: formation, éducation, sensibilisation





















MA BEAUTÉ EST INTÉRIEURE



CHAQUE FOYER JETTE 20 À 30 KG DE NOURRITURE PAR AN. CE GASPILLAGE REPRÉSENTE PLUS DE 400 € POUR UNE FAMILLE DE 4 PERSONNES. ENVIRON 50% SONT DES FRUITS ET DES LÉGUMES, SOUVENT JETÉS EN RAISON DE LEUR APPARENCE ALORS QU'ILS SONT PARFAITEMENT CONSOMMARLES!

www.alimentation.gouv.fr













Les actions régionales en Auvergne (non exhaustif)















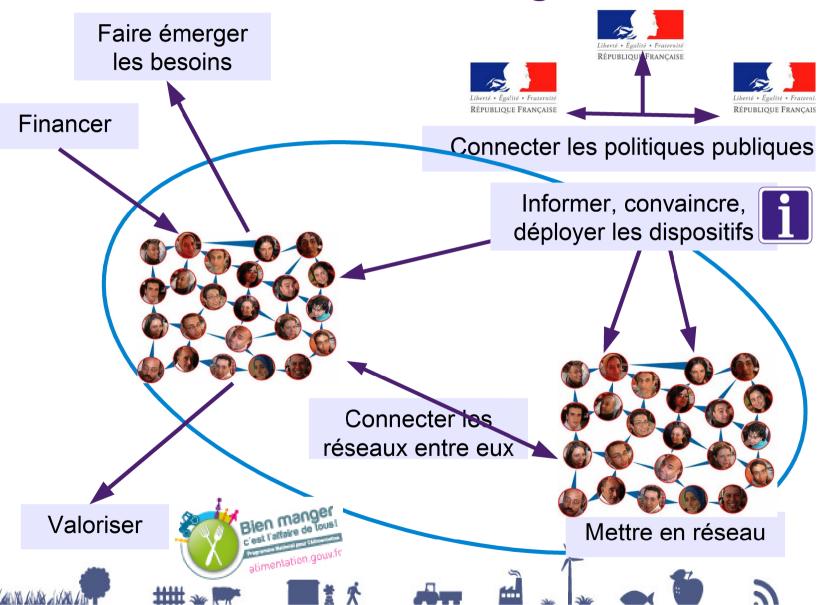






nentation

Positionnement et modes d'action de la DRAAF Auvergne





Favoriser les dons pour l'aide alimentaire

- •Une étude sur la faisabilité des dons par les IAA et les GMS (2009, financement DRAAF):
 - Des filières majoritaires peu donatrices (viande, lait, charcuteriesalaisons)
 - Des pratiques de GMS très variées
- Adaptation régionale du guide national du don ANIA-FCD
 + recensement des associations et contacts
 (2012, URIAA Auvergne, financement DRAAF)
- •Un groupe de travail « aide alimentaire » animé par la DRAAF (depuis 2009)
- Présentation- promotion des outils nationaux ou régionaux
 - Plate-forme Internet « bourse aux dons »
 - Guides du don (DRAAF Rhône-Alpes)







agriculture alimentation **En projet : une cartographie de l'aide alimentaire en Auvergne** pour favoriser les relations de proximité entre donateurs et receveurs (financement DRAAF)



















Eduquer les jeunes

- **Des actions des acteurs régionaux pour sensibiliser les jeunes** (hors financement DRAAF):
 - Des Conseils généraux via leur travail sur la restauration collective (avec/sans financement DRAAF)
 - Des établissements scolaires ou des accueils de loisirs engagés individuellement, dans le cadre de démarches plus globales : réduction des déchets, « agenda 21 »... avec des écodélégués...) et accompagnés par des acteurs de l'EEDD

Des actions qui contribuent à donner de la valeur à l'alimentation

- Dispositifs publiques nationaux déployés en région :
 Plaisir à la cantine, Education au goût, Un Fruit pour la récré
- Des guides pédagogiques régionaux (financement DRAAF)
 - Ateliers- cuisine « alimentation durable »,
 - Ateliers pédagogiques « cuisiner les jardins »

•Un groupe de travail « éducation des jeunes » animé par la DRAAF (gaspillage à l'ordre du jour de la réunion d'avril 2013 et mars 2014)

















Lutter contre le gaspillage alimentaire en restauration collective

- •Guide méthodologique + outils de diagnostic du gaspillage alimentaire dans un établissement de restauration collective (DRAAF)
 - 2012-2013 : élaboration à partir d'un diagnostic dans 4 établissements de types différents (stage 6 mois à la DRAAF)
 - 2013 : diffusion mais sans retour d'expérience
 - 2014 : test dans plusieurs établissements et reprise des outils (sur appel d'offres)
- Travail de conseils généraux dans les collèges réduction du gaspillage en cuisine et sensibilisation des convives
 - Avec ou sans financement DRAAF
 - Initiatives diverses : référent restau coll, service éducation jeunesse, service prévention des déchets



















Lutter contre le gaspillage alimentaire

De la communication sur la thématique

Auprès du grand public :

- Intervention dans des soirées conférence ou film-débat dans le cadre d'événementiels « alimentation » existants (5 depuis septembre),
- Valorisation des expériences régionales (labellisation, mise en ligne sur le site national alimentation.gouv.fr)

Auprès des professionnels :

- relais de la **com'** nationale : site Internet, flash mails, diffusion des affiches, journée du 16 octobre (disco-soupe...), interview radio...
- **Diffusion** d'outils ou expériences existants (nationaux, autres régions, autres acteurs ; ex : cahier de préconisation du CG33)
- Journées d'information régionale avec témoignages d'acteurs (régionaux ou hors région) : 18 et 19 juin 2014

















Lutter contre le gaspillage alimentaire : déclinaison régionale du Pacte Garot

Connexion des politiques publiques et financement de projets

- Rencontres DREAL, ADEME, CG, CNFPT...
- Un appel à projets commun DRAAF-ADEME « gaspillage alimentaire »
- ½ journée d'information « gaspillage en resto coll » en collaboration avec le CNFPT (18 juin 2014)

Des rencontres bilatérales avec les acteurs professionnels régionaux de la chaîne alimentaire (en cours)

- Les représentants régionaux des structures signataires du Pacte (FCD, abattoirs de volailles, Auvergne Events, traiteur, restaurateurs, Solaal, hôpital...)
- Les informer, les convaincre
- Identifier les actions déjà conduites, les résultats, les freins, les leviers
- Envisager des actions pilotes autour des engagements du pacte

Thématique gaspillage intégrée dans les groupes de travail existants

- Information
- Échanges de pratiques sur expériences pilotes











Merci de votre attention















